

Communiqué du groupe Front de Gauche, Parti de Gauche et Alternatifs du Conseil régional d'Île-de-France

Le Ministère de l'enseignement supérieur vient de se féliciter d'avoir trouvé "un accord" concernant la Résidence Universitaire d'Antony qui se conclut par la signature ce matin au Conseil général des Hauts de Seine, d'une convention entre l'Etat, le Conseil général des Hauts-de-Seine, la communauté d'agglomération des Hauts-de-Bièvre (CAHB) et la ville d'Antony.

- Alors que la justice avait annulé ce transfert,
- Alors qu'une audience en appel est prévue pour le 4 juillet prochain concernant le jugement au fond de ce dossier et que le conseil d'administration du CROUS a voté il y a peu une motion demandant le maintien de la gestion de la RUA au CROUS,
- Alors que l'ensemble des élus d'opposition au conseil municipal d'Antony, à la communauté d'agglomération comme au conseil général s'opposent à ce transfert,
- Alors que l'ensemble des groupes de gauche à la Région Ile-de-France se mobilisent depuis des années contre le projet de transfert

L'Etat vient d'acter le transfert de propriété de la résidence universitaire du CROUS vers la CAHB en cédant aux exigences de Patrick Devedjian !

Ainsi avec cette convention la RUA est vouée à perdre près de 50% de sa capacité d'accueil alors que le manque de logements sociaux étudiants dans notre Région est criant. Cette convention passe "opportunément" sous silence la destruction organisée par la CABH en 2010 des 548 logements étudiants du bâtiment C, et entérine la démolition prochaine des bâtiments H et G... qui permettraient l'accueil dans des chambres couples de plus de 500 étudiants ! Ainsi loin de garantir une réhabilitation qui participe d'une augmentation réelle du nombre de logement étudiants véritablement sociaux, les étudiants pourront plus facilement compter les démolitions que les reconstructions...

Mais il y aura bien des gagnants...

- En premier lieu les promoteurs immobiliers qui vont se voir offrir un nième terrain à Antony pour satisfaire leur appétit et leur goût pour la spéculation immobilière. Idéalement situés en face du parc de Sceaux, ces terrains dont nombre d'espaces verts, vont souffrir d'une densification dans un secteur où toutes les infrastructures de transport sont saturées (RER B, A86...)
- En second lieu la majorité politique UMP de la ville qui n'a eu de cesse de chasser les étudiants leur préférant des habitants capables de déboursier plus de 7000 € du m² pour se loger. Leur projet urbain de ségrégation sociale, favorisant l'entre soi au détriment des catégories populaires et des classes moyennes vient de recevoir un sacré coup de pouce...
- Enfin le Conseil Général qui en ne déboursant que 10% de l'ensemble des financements nécessaires aux nouvelles constructions de logements étudiant passe pour un "héros"...

... Et des perdants

- Les étudiants d'abord qui vont voir réduit l'offre de logements sociaux étudiants en Cité U dans notre Région et ce pour de nombreuses années. Prenons malheureusement le pari que les logements de standing seront très vite commercialisés tandis que les projets de logements étudiants pour simplement compenser les démolitions mettront des années à être livrés.
- Les étudiants toujours puisque cette convention entérine aussi l'explosion du prix du logement étudiant. A la RUA la chambre était louée en deçà des 150 €/mois... toutes les nouvelles constructions livrées sous le label du Conseil général des Hauts de Seine avoisinent voire dépassent les 500€/mois... Après étonnez-vous que les étudiants trop occupés à travailler pour payer leur logement échouent et/ou renoncent à mener à terme leurs études. Depuis plusieurs années maintenant les jeunes issus des catégories populaires sont de moins en moins nombreux à faire des études supérieures... l'abandon de la RUA va encore plus entériner ce recul et aggraver les inégalités sociales face au droit à l'éducation...

La jeunesse était une des grandes priorités affichées par le candidat Hollande... En signant cette convention qui offre en pâture la RUA au "saigneur du lieu", Patrick Devedjian, on voit que cette majorité gouvernementale, cédant un peu plus aux sirènes libérales de l'austérité, a fini par passer par perte et profit les étudiants issus de milieux modestes !

Pour notre groupe quand Mme Fioraso se "*félicite de la signature d'une telle convention*" non seulement elle enterre la résidence Jean Zay mais aussi le projet politique de Jean Zay lui-même qui fut ministre du Front Populaire et qui avait posé les premières bases d'un organisme public permanent ayant pour mission de promouvoir une politique sociale en faveur d'une démocratisation de l'enseignement supérieur...

28 Juin 2013

Pour tous contacts Pascale Le Néouannic, présidente du Groupe Front de Gauche (Parti de Gauche et Alternatifs) : 06 86 46 23 87